

La ligne

directrice de ma campagne

Pour la première fois de ma vie, je me lance dans une course politique. J'ai beaucoup réfléchi au sujet d'un éventuel engagement citoyen. J'ai également passablement cogité et analysé les idées et valeurs véhiculées par l'ensemble des mouvements de pensées présents dans notre pays. Mon choix fut clair, limpide même.

Les idées les plus proches des miennes, celles dans lesquelles je peux me reconnaître, celles qui me parlent et me motivent chaque jour sont celles du PLR. Elles peuvent être résumées simplement et en quelques mots. Liberté d'action et d'entreprendre, responsabilité dans nos actions et décisions quotidiennes, ouverture et visions progressistes en

faveur d'une société prospère, saine et créatrice de richesses. Une société également solidaire et qui ne laisse pas tomber les personnes qui ont moins de chance et qui sont parfois marginalisées.

Ces valeurs, je les mets en pratique en fait tous les jours dans le cadre de mes activités professionnelles. Et pour ceux qui disent que seuls les patrons pensent comme ça, je leur réponds que patron, je ne l'ai pas toujours été. Pourtant ces valeurs m'habitent depuis toujours. Je connais les rouages du monde professionnel. Je les ai pratiqués. J'ai travaillé dur en commençant comme apprenti, puis comme employé, avant d'assumer des responsabilités plus ou moins importantes ;

mon assiduité m'a permis de m'élever et de réussir dans le monde du travail. Ce monde du travail, ce mérite inhérent à l'engagement et au labeur, m'a construit, m'a forgé.

Aujourd'hui, mon ambition est claire. Je souhaite réconcilier le monde du travail et le monde politique. Le monde du travail n'a plus confiance dans ses représentants politiques. Ils sont trop souvent déconnectés des réalités socio-professionnelles. Cela doit être corrigé! Je ne suis pas un fin connaisseur de la politique et de ses rouages. Je l'avoue et je vous le dis avec franchise. Je ne suis pas non plus très patient et je n'aime pas trop les longues discussions autour de détails. Par contre, je connais la réalité économique : apprenti boucher, puis responsable de vente dans le commerce de détails, en passant par la banque et en étant maintenant mon propre patron dans les transports, je sais ce que l'économie réelle signifie. Je sais ce

que c'est que de trouver des mandats pour faire vivre des dizaines de familles, je sais ce que c'est que de travailler dur pour arriver à ses objectifs. Je ne suis pas un politicien, c'est juste. Je suis un entrepreneur en politique et je ne m'en cache pas.

Mon ambition en politique, vous l'aurez compris, c'est de rapprocher les entreprises des politiques, de leur permettre de devenir des partenaires. Le monde économique a besoin de conditions cadres peu contraignantes qui permettent d'être ingénieux et innovants. Le monde politique a besoin que les entrepreneurs créent de la richesse et des emplois. Sans entrepreneur, pas de politique. Sans création de richesses, pas d'Etat. Et inversement. Mon ambition est celle-ci. Aidez-moi à la concrétiser. La Suisse, le Valais en ont besoin.

Pierre-Alain Griching

Le peuple suisse

est attaché au service public, il n'y a aucune raison de l'y enchaîner

Le modèle de la redevance Billag atteint ses limites, personne ne le conteste. Lorsqu'il suffit d'un smartphone pour regarder la RTS, lorsque l'on compte des centaines de chaînes différentes, il y a lieu de remettre en question les modèles établis.

La révolution dite «numérique» impose des changements importants dans nos modes de consommation, offrant toujours plus de choix. Et, face à cette liberté, il se trouve toujours plus d'esprits enclins à vouloir décider à notre place.

L'évolution technologique permet de renoncer de faire payer la réelle consommation télévisuelle de tout un chacun. L'autre option, choisie par une majorité du Parlement, consiste

à forcer tous les ménages à payer le même montant, quelle que soit sa consommation, au nom d'une solidarité pour le moins étrange.

Imaginez un instant appliquer ce modèle aux autres services publics. Pourquoi n'imposerions-nous pas à chaque citoyen l'obligation d'acquiescer un abonnement général des CFF ? Tout le monde voyage, certains resquillent et les contrôleurs coûtent, il est évident que nous gagnerions en efficacité à imposer à tous l'abonnement dont le coût serait réduit. Je prends même le pari qu'il suffirait de quelques années pour que l'on n' imagine même plus que l'on puisse financer les transports publics autrement que par le seul impôt. On peut appliquer le même

raisonnement à la téléphonie, au théâtre, aux journaux.

Le peuple suisse est attaché au service public. Il n'y a aucune raison de l'y enchaîner. La liberté de choix appartient à tout individu, et comme il est juste que celui qui prend le train tous les jours paie davantage que celui qui le prend une fois par mois, il en va de même pour la télévision.

Il est désormais possible d'établir des modèles de financement à la demande, en fonction de notre consommation réelle, avec un peu plus de subtilité que le buffet à volonté que nous connaissons aujourd'hui.

A nouveau, l'establishment fait preuve d'une inadaptation crasse

face aux nouvelles technologies et d'un manque de confiance complet à l'égard des citoyens dont la liberté n'est bonne qu'à être limitée au nom d'un intérêt public douteux. C'est cette même vision moralisatrice de la société qui pousse des élus à vouloir imposer un prix unique au livre pour lutter contre Amazon, à interdire le téléchargement de musique pour sauver les disquaires ou à chercher à imposer la location de DVD à l'heure où tout un chacun s'intéresse au streaming.

La révision de la LRTV, c'est un grand pas en arrière face aux développements de notre société, et c'est là une bonne raison de la refuser.

Philippe Nantermod